



APPEL À LA DÉFENSE DU DROIT DE GRÈVE CONTRE LA PRIVATISATION DE L'APPAREIL D'ÉTAT CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES ENVERS LES TRAVAILLEURS POUR LA PRISE EN COMPTE DES REVENDICATIONS DES GRÉVISTES DE VERTBAUDET

- *À l'ensemble des organisations de la C.G.T. sur le territoire national,*
- *À l'ensemble des organisations syndicales,*
- *Aux associations et organisations de défense des droits humains et des droits démocratiques, de défense des droits des femmes,*
- *Aux partis, élus, parlementaires attachés à la démocratie et au droit de grève,*
- *Aux citoyens de ce pays qui ne veulent pas le voir céder à des méthodes de type fasciste,*

Depuis près de deux mois une grève inédite, pour des salaires décents face à l'inflation, touche l'entreprise Vertbaudet et son site de Marquette. La durée de cette grève en soi est un révélateur de la légitimité de cette lutte.

Plus de 80 travailleurs en grève, *essentiellement des travailleuses*, tiennent le piquet de grève, jour et nuit, depuis deux mois. Pour toute réponse, ils et elles n'ont reçu que des marques de mépris d'une direction aux méthodes brutales et grossières.

Face au recours massif de cette direction aux intérimaires, pour casser la grève, elles et ils ont du accepter une décision de justice incompréhensible.

Face à un procès-verbal de l'inspection du travail elles et ils ont eu à accepter l'enterrement, par le Ministère du Travail, de ce rapport pourtant circonstancié.

Ils et elles ont eu à subir au quotidien, des méthodes policières plus ou moins discrètes, visant à les décourager. Elles et ils ont accepté de continuer le combat pour leur dignité, même quand des hommes casqués et harnachés sont venus les intimider.

Ils et elles ont répondu par l'intelligence de la lutte, par l'humour et par la solidarité, avec les armes de l'art et celles du cœur. Et toujours disposé(e)s à négocier quand de là-haut, la direction les observait en espérant toujours plus de violence pour les déloger.

Ce jour, vers midi, et après que la veille, une réunion secrète se soit tenue en Préfecture, en présence de la direction de Vertbaudet, les forces armées du Préfet sont de nouveau intervenues, ont fait usage de violences, y compris envers nos délégués alors en délégation sur le site de l'entreprise, et après avoir frappé l'un des camarades de la CGT venu protéger les grévistes, l'ont emmené, avec un autre camarade, en garde à vue.

Depuis deux mois, le refus de négocier de la direction nous a interrogé. Nous avons une

réponse à ce refus de négocier : Fertikh et les actionnaires de Vertbaudet savaient pouvoir compter sur l'appareil d'Etat, sur tout l'appareil d'Etat, privatisé à leurs fins.

Le régime Macron est un régime attentatoire au droit de grève et à la démocratie, les forces de police sont au service de l'État-Vertbaudet. Voilà pourquoi nous devons le plus largement possible défendre les revendications des grévistes et, à *travers elles*, le droit et la démocratie.

Revendiquer une augmentation de salaire quand on est au SMIC et qu'on doit nourrir des enfants, et revendiquer l'embauche de travailleurs intérimaires, est-ce donc si dangereux que cela pour l'ordre macronien ?

**NOUS VOUS APPELONS À UN GRAND RASSEMBLEMENT DE
SOUTIEN ET DE PROTECTION DE LA GRÈVE FACE AUX VIOLENCES
D'ÉTAT**

**CE MARDI 16 MAI À 10 HEURES
SUR LE PIQUET DE GRÈVE
14 Avenue Industrielle à Marquette**